



Représentation  
au Sénégal

# FENÊTRE SUR L'AGRICULTURE

Les séminaires débats des acteurs sénégalais



Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture | Représentation au Sénégal | 19 Septembre 2014

## « LE DÉFI DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE AU SÉNÉGAL - MAXIMISER LES IMPACTS NUTRITIONNELS DE L'AGRICULTURE »

Compte rendu de la 5<sup>ème</sup> édition « Fenêtre sur l'agriculture »

L'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et l'Initiative Prospective Agricole et Rurale (IPAR) ont organisé, le vendredi 19 septembre 2014, la cinquième édition des « Fenêtres sur l'agriculture » dont la thématique portait sur « *Le défi de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle au Sénégal - Maximiser les impacts nutritionnels de l'agriculture* ». Révélant une fois de plus l'importance de ce type de cadre multi-acteurs et innovant pour échanger sur des thématiques d'actualité, cette rencontre a réuni plus de quatre-vingt-dix participants, parmi lesquels des représentants des ministères techniques, des collectivités locales, des partenaires techniques et financiers, d'acteurs de la société civile, ainsi que des étudiants.

La rencontre, modérée par M. Jérôme Gérard d'Oxfam Afrique de l'Ouest, s'est déroulée en cinq temps forts : (i) les mots d'introduction

des représentants des structures organisatrices ; (ii) un rappel des conséquences de la malnutrition et de l'évolution de la situation du Sénégal ; (iii) une réflexion participative sur les causes de ce fléau et les portes d'entrées agricoles pour le combattre ; (iv) un moment d'échanges en salle avec le panel d'experts sur les contraintes opérationnelles, les bonnes pratiques et les recommandations pour une meilleure intégration de la nutrition au Sénégal ; (v) la synthèse des débats et les conclusions.

« Nous ne pouvons pas envisager la nutrition comme relevant de la seule responsabilité individuelle : la nutrition est un enjeu public et il incombe aux gouvernements, à la société civile, au secteur privé et aux universités de relever ce défi »,

Pr. José Graziano da Silva,  
Directeur général de la FAO.

La qualité des échanges a été appuyée par les contributions préalables de spécialistes de différents horizons : l'Etat, à travers la Cellule de Lutte contre la Malnutrition (CLM) ; le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) ; le Laboratoire de Nutrition de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD) ; et l'ONG Action Contre la Faim (ACF).

## MOTS D'OUVERTURE

Dans un premier temps, **M. Vincent Martin**, Représentant de la FAO au Sénégal, a pris la parole pour souhaiter la bienvenue aux participants. Rappelant que 805 millions de personnes souffrent quotidiennement de la faim dans le monde (1 personne sur 4 en Afrique Subsaharienne), il est revenu sur un certain nombre d'initiatives pro-nutrition qui ont vu le jour, telles que Alliance globale pour l'Initiative Résilience - Sahel (AGIR), Faim Zéro du Brésil, le Mouvement SUN (Renforcement de la Nutrition/ Scaling Up Nutrition) ou encore le partenariat REACH (Renforcement des Efforts contre la faim des enfants/ Renew Effort Against Child Hunger) - récemment ratifié par le Sénégal. Ces initiatives reposent sur une approche holistique dont la force est d'établir des liens entre nutrition, sécurité alimentaire et résilience. Pour la FAO, relever ce défi majeur passe impérativement par des interventions et des politiques multisectorielles (environnement, santé, agriculture, etc.), ce qui rend l'exercice plus complexe. En filigrane, ces « Fenêtres sur l'Agriculture » donnent l'opportunité de réfléchir sur des sujets liés à l'agenda de la résilience. Cette édition en particulier a permis de mieux appréhender la multi-causalité de la malnutrition et de dégager des idées fortes pour renforcer l'intégration de la nutrition dans les interventions agricoles au Sénégal.

**M. Ibrahim Hathie**, Directeur de la recherche de l'IPAR, a salué cette opportunité d'ouvrir un dialogue concerté, qui constitue selon lui la démarche appropriée pour que les politiques publiques atteignent les résultats escomptés. Il s'est réjoui de la présence dans le panel de praticiens bénéficiant tous d'une grande expérience sur le terrain, ainsi que de la composition éclectique de l'assemblée. A l'instar du Représentant de la FAO, il a insisté sur la nécessité de développer des approches multisectorielles, indiquant qu'aujourd'hui, l'on ne peut plus concevoir la santé sans évo-

quer les questions environnementales et la durabilité.

### ***Pourquoi la nutrition est-elle l'affaire de tous ?***

**M. Komlan Kwadjode**, Expert Nutrition de la FAO au Sénégal, a entamé la séance avec un focus sur les conséquences de la malnutrition, créant un électrochoc dès le début des échanges. La malnutrition a un impact négatif sur le développement que ce soit à l'échelle humaine (facultés cognitives, productivité, santé, décès, etc.), du ménage ou du pays. Il est allé plus loin en affirmant que « *la malnutrition tue* », étant à l'origine du décès de 3,1 millions d'enfants de moins de 5 ans dans le monde et qu'elle engendre un cercle vicieux intergénérationnel. **Le Sénégal perdrait 0,45 milliards de F CFA chaque année à cause de la malnutrition<sup>2</sup>**, sans compter que les pertes indirectes sont nombreuses : la mauvaise scolarisation, le coût de la prise en charge de la malnutrition, les individus malnutris qui sont vulnérables et plus en proie à des maladies. **Mme Aminata Ndoye**, de la Cellule de Lutte contre la Malnutrition (CLM), a complété son intervention en indiquant que la malnutrition chronique globale au Sénégal se maintient à 16,5%, avec 8 départements dans une situation précaire, et 3 dans une situation préoccupante. Force est de constater qu'en dépit de nombreuses interventions au niveau national, le rythme de progression reste très lent par rapport aux effets qu'engendre la malnutrition. En outre, si la malnutrition est mortifère, il ne faut pas oublier qu'elle s'adapte et devient pour beaucoup de sénégalais une réalité chronique. Cette rencontre a permis d'aborder des questions moins connues comme les

---

1 Le rapport SOFI 2014 publié conjointement par la FAO, le FIDA et le PAM.

2 En appliquant les 3 % de perte sur le PIB (cf. étude de la Banque Mondiale)

carences en micronutriment (fer, iode, vitamine A, etc.) pour lesquelles le secteur de l'agriculture doit jouer un plus grand rôle. Selon la CLM, 71% des enfants de moins de 5 ans au Sénégal sont anémiés, ce qui entrave de manière irréversible leur apprentissage et leur développement psychique.

***Les multiples causes de la malnutrition nécessitent d'avantage d'inter-sectorialité et de synergie entre acteurs***

Au-delà des **causes immédiates** de la malnutrition (apport alimentaire non adéquat et/ou des maladies qui entravent l'absorption et l'utilisation des nutriments), il existe également des **causes sous-jacentes** (insécurité alimentaire, inadéquation des soins mère-enfants, des services de santé et d'eau-hygiène et assainissement) **et structurelles** (accès aux ressources, services et environnement politique). C'est pourquoi, **M. Christophe Breyne**, Expert FAO en Sécurité Alimentaire et Nutrition, a mis en exergue la responsabilité de chaque secteur d'influer sur la malnutrition. Selon lui, les politiques agricoles se sont centrées principalement sur les aspects de productivité agricole et non sur l'amélioration et la diversification du régime alimentaire. Il est d'ailleurs frappant d'observer des taux de malnutrition élevés dans des zones pourtant considérées comme des greniers, que ce soit au Sénégal, comme par exemple dans la région à Kolda (département de Médina Yoro Foula), ou au Burkina Faso (Boucle du Mouhoun). Un certain nombre de principes clés ont été évoqués afin de renforcer l'impact nutritionnel des interventions agricoles.<sup>3</sup>

## **ECHANGES ENTRE LE PANEL D'EXPERTS ET LES PARTICIPANTS**

***Plusieurs contraintes opérationnelles ont été relevées :***

- Besoin d'un **leadership** et d'une **volonté politique forte** pour une meilleure coordination **des interventions multisectorielles**;
- **La segmentation** des interventions et programmes au sein des systèmes productifs et avec le secteur sanitaire qui ne facilite pas la prise en compte de la nutrition ;
- Faible intégration de la **recherche** et du **secteur privé** (le Sénégal importe 70% de ses ressources alimentaires) pour lutter contre la malnutrition ;
- Manque de rigueur dans le **ciblage** et le **zonage** (inflation sur les denrées alimentaires, coût transports, etc.) ;
- Manque de connaissance et de valorisation de l'intérêt nutritionnel **de nombreux produits locaux** et difficulté également de **changer** les modes de vie et de consommation (e.a. en milieu urbain) ;
- Illogismes des **circuits de distribution** et faible **régulation des prix des denrées agricoles** (exemple donné du mil produit localement, exporté, transformé, puis réimporté et vendu très cher sur le marché local) ;
- **Enclavement** de certaines populations, qui sont de ce fait délaissées (Matam, Sédhiou, etc.) et **inefficience** des réformes ou transmission des bonnes pratiques dans les espaces ruraux les plus reculés ;
- Faible **diversification alimentaire** et consommation de **produits carnés** à l'origine de carences (fer, iode, zinc, etc.).

---

<sup>3</sup> [http://www.fao.org/fileadmin/user\\_upload/wa\\_workshop/docs/Agriculture-Nutrition\\_Recommandations\\_cl%C3%A9s.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/wa_workshop/docs/Agriculture-Nutrition_Recommandations_cl%C3%A9s.pdf)

**Quelques exemples de bonnes pratiques au Sénégal ont été également mis en exergue :**

- Initiative multisectorielle : **La case des tout-petits** (modèle de référence depuis 2002) ;
- Le Programme de Développement Agricole- Sécurité Alimentaire de l'Agence des États-Unis pour le développement international (**USAID**) - **Yaajeende** : appui pour donner des produits plus riches en protéines et des produits maraîchers auprès des ménages en reposant sur **une approche intégrée** des domaines de l'agriculture, de l'agro-industrie, de l'élevage, de la nutrition et de la gouvernance ;
- Intégration du secteur privé : **la Laiterie du Berger**, soutenue entre autres par le **GRET (ONG)**, proposant des produits fortifiés à destination des enfants (conception de Dolima Doolé, un thiakry fortifié en zinc, fer, iode et vitamine A) ;
- Ouverture d'un master qui intègre la nutrition à **l'Université de Bambey** ;
- **Existence d'une culture nutritionnelle** au Sénégal, qui a toutefois tendance à se perdre entre les générations (exemple de l'usage de la feuille de *Moringa oleifera* (« *Nebeday* » en wolof) particulièrement riche, dans les cultures poulardes, qui se perd) ;
- Les crises sanitaires peuvent également constituer des opportunités de **communication** et de **sensibilisation** sur les bonnes pratiques en matière de sécurité nutritionnelle (l'épidémie de la maladie à Virus Ebola dans la sous-région et la situation à risque du Sénégal ont par exemple encouragé une prise de conscience des populations en matière d'hygiène de base et de respects de règles comme le lavage des mains) ;

**Certaines recommandations ont été formulées :**

- ✓ Instaurer un cadre pour **harmoniser les initiatives** en cours sur la nutrition, **le suivi et l'évaluation** des différents secteurs (avant, pendant et après les interventions avec des indicateurs communs) et renforcer les effets synergiques pour une meilleure collaboration sur le terrain ;
- ✓ Réaliser **des cartographies** de la situation de la malnutrition allant jusqu'à une échelle locale, des besoins en ressources humaines, des interventions, etc.
- ✓ Renforcer **l'éducation nutritionnelle** à tous les âges et dans tous les secteurs (ex: la formation des agronomes à Thiès) ;
- ✓ Tendre vers **des modèles d'agriculture familiale modernes, sains et durables**, tout en réactivant les bonnes pratiques traditionnelles ;
- ✓ Promouvoir **les produits locaux** de qualité nutritionnelle supérieure et améliorer la **gouvernance du système agro-alimentaire** (chaines de valeur, accessibilité des produits, frein aux importations, etc.) ;
- ✓ Promouvoir **les micro-jardins** associés à du **micro-élevage**, en particulier dans les écoles et/ou en lien avec le système de **cantine scolaire**, et avec des semences permettant de palier aux carences ;
- ✓ Tenir compte de la **dimension genre** dans les interventions, initiatives, ou programmes de renforcement de capacités (ex : réduction du temps de du travail des femmes surtout en milieu rural et l'éducation maternelle);

- ✓ Sensibiliser sur **les conséquences** de la malnutrition et communiquer davantage sur **la bio fortification** (ex : travaux de l'Institut Sénégalais de Recherches Agricoles (ISRA) sur la patate douce à chair orange) pour pallier aux problèmes des carences alimentaires ;
- ✓ Mettre en place des systèmes de **filets sociaux** et assurer un meilleur **réinvestissement des revenus additionnels** dans une alimentation plus diversifiée, dans la santé et/ ou l'éducation.

## CONCLUSION ET SYNTHÈSE

Coûteuse en termes de vies humaines et ressources financières, la malnutrition demeure une contrainte majeure pour le développement socio-économique du Sénégal et le bien-être de sa population. **Seule la mise en place d'un dispositif multisectoriel de taille permettrait de faire reculer le nombre de personnes malnutries.**

**Améliorer l'état nutritionnel est l'affaire de tous.** La difficulté principale réside cependant dans la coordination d'interventions multisectorielles adaptées au contexte local. L'hyperspécialisation sectorielle et intra-sectorielle des programmes et interventions ne facilite cependant pas la mise en œuvre d'interventions coordonnées et en synergie, pourtant indispensables à une meilleure prévention de la malnutrition.

Plusieurs recommandations ont été partagées, de manière non exhaustive, **pour permettre le développement de modèles durables de production, de consommation et de résilience, garantissant aux populations vulnérables un accès à une nourriture saine et de qualité tout au long de l'année et de leur vie.**

Les participants et les panelistes ont été remerciés pour la qualité des échanges tenus et ont été conviés à la prochaine édition des « *Fenêtres sur l'Agriculture* » qui aura lieu d'ici la fin de l'année.



Représentation  
au Sénégal

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture  
FAO Représentation au Sénégal  
15, rue Calmette x rue Amadou Assane Ndoye | BP N° 3300 | Dakar, Sénégal  
Tél. : (+221) 33 889 16 66 | Fax : (+221) 33 889 16 70 | E-mail : FAO-SN@fao.org

[www.fao.org](http://www.fao.org)